

# Le temps de travail, une question électorale sensible outre-Rhin

## EUROPE

Si l'Allemagne a un nombre record d'actifs, elle affiche la plus faible durée d'heures travaillées au sein des pays de l'OCDE.

Un phénomène largement dû à la généralisation du temps partiel, dont la CDU conservatrice, favorite des sondages, veut corriger les dérives.

Thibaut Madelin  
— Bureau de Berlin

« Le travail et la performance doivent à nouveau être considérés par la société comme quelque chose de positif, auquel il vaut la peine d'aspérer. » A écouter Christian Sewing, le patron de Deutsche Bank, les Allemands ont perdu le goût du labeur. Certes, le pays n'a jamais eu autant d'actifs, avec un record historique de 46 millions de personnes en emploi en 2024, mais à en croire les statistiques, le mythe de l'employé modèle a du plomb dans l'aile.

Les Allemands travaillent en moyenne 1.343 heures par an, contre 1.742 heures dans les pays de

l'OCDE et 1.500 heures en France, selon l'organisation économique internationale. « La durée du travail par employé en Allemagne est la plus faible de l'OCDE, constate Clemens Fuest, le président de l'institut économique Ifo de Munich. A certains égards, c'est une bonne nouvelle car il y a du potentiel à la hausse. »

Alors que des élections se tiennent ce dimanche, le sujet est certes moins débattu que l'immigration ou d'autres questions économiques comme les investissements, les prix de l'énergie ou le poids de la bureaucratie. Mais face à la perspective d'une troisième année de récession d'affilée et d'un chômage de nouveau en hausse, les employeurs commencent à s'impatienter.

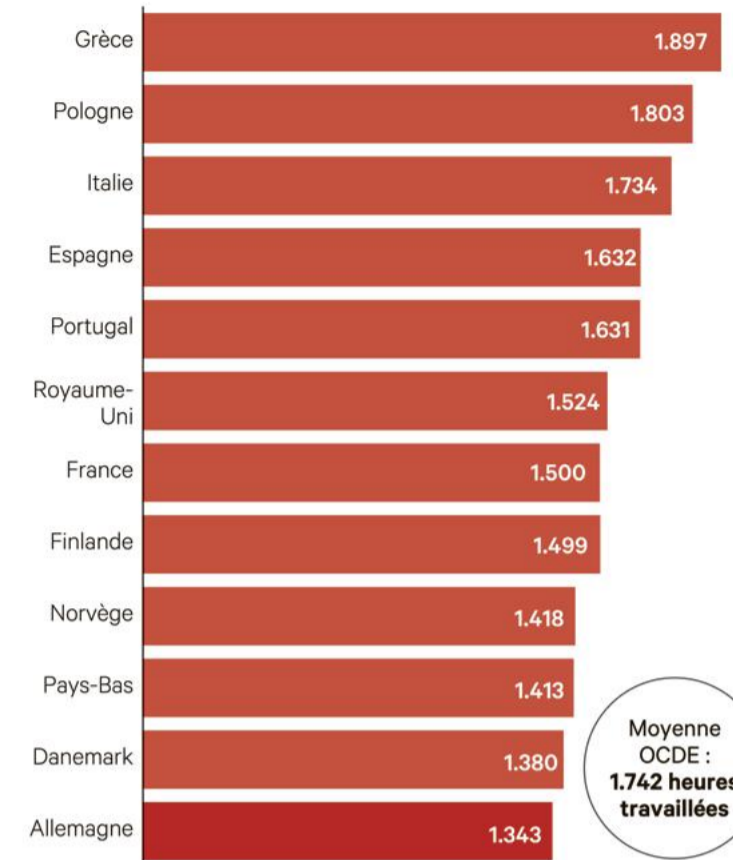
Le problème ne réside pas tant dans les emplois à temps plein : les personnes dans cette situation travaillent en moyenne 40,2 heures par semaine, contre 40,4 heures en moyenne au sein de l'UE et 40 heures en France, selon Eurostat. Mais il concerne les emplois à temps partiel, qui ne cessent de progresser et concernaient 31 % des actifs en 2023, selon l'Office allemand des statistiques (Destatis).

### Flexibilité

A l'origine de cette évolution, la flexibilité offerte aux employés pour leur permettre de combiner vie de famille et carrière professionnelle dans un pays encore en retard

## Le nombre d'heures travaillées en Allemagne est un des plus faibles d'Europe

En nombre par an et par personne, en 2023



LES ÉCHOS / SOURCE : OCDE - PHOTO : ROBERTO PFEIL/AFP

en matière de modes de garde d'enfants. Une flexibilité à laquelle les employeurs peuvent difficilement renoncer dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de vieillissement de la population. Aujourd'hui, une femme sur deux travaille à temps partiel.

Changer la donne pour puiser davantage dans le vivier des actifs à temps partiel n'est pas simple, reconnaît Clemens Fuest, mais il estime que le système actuel encourage à ne pas travailler à plein temps.

« Pour les tranches de revenus les plus faibles, cela ne vaut en fait pas la peine de travailler plus, dit-il. Ils vont certes gagner plus de brut, mais souvent il ne leur reste que très peu de net en plus. »

### « Il faut que le travail paie de nouveau »

L'économiste prend l'exemple d'un couple ayant deux enfants. En travaillant chacun à mi-temps, les deux parents gagnent ensemble 3.000 euros brut et perçoivent des aides au logement de 1.000 euros par mois. S'ils montent à 66 % d'un temps complet, leur brut atteint 5.000 euros mais ils perdent les aides au logement et sont davantage imposés. Résultat : le gain net

est inférieur à 100 euros par mois. « Nous avons beaucoup de contribuables qui se disent : si je travaille moins, je gagne presque le même salaire, souligne dans la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » Carsten Linnemann, secrétaire général de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), en tête dans les sondages. Il faut que le travail paie de nouveau. » Le parti conservateur propose ainsi de tailler dans les aides sociales et de revoir les barèmes d'imposition.

Cela ne suffira pas nécessairement. « Nous devons aussi débattre, en tant que société, de la question des salaires et du coût du travail, déclare Hildegard Müller, présidente de la fédération allemande de l'industrie

automobile (VDA). Je ne veux pas réduire les salaires [...], mais on pourrait aussi imaginer que les heures de travail puissent augmenter d'une manière ou d'une autre de deux ou trois heures par semaine. »

Un chiffon rouge pour les syndicats, qui défendent la semaine de quatre jours pour améliorer le bien-être et la productivité des salariés. Aussi sensible : les arrêts maladie, qui sont passés de 11 jours par salarié en moyenne en 2021 à 15 jours en 2023, selon Destatis. « La question des arrêts maladie extrêmement élevés et persistants devra être abordée » par le futur gouvernement, estiment les économistes de Citi. ■

Vendredi avec Les Echos

## Les Echos Week-end, tout le plaisir d'être curieux.



**Les Echos**  
Prenez un temps d'avance

## Les retraités, enfants chéris des partis politiques allemands

Les retraités représentent plus de 40 % du corps électoral en Allemagne. Les partis politiques multiplient les propositions en leur faveur.

Emmanuel Grasland  
— Bureau de Berlin

En Allemagne, chaque année qui passe les rend plus puissants. Cajoisés durant les meetings, interrogés dans les débats à la télé, les retraités allemands seront un des acteurs clés du vote de dimanche. Dans un pays qui compte 59 millions de votants, les 60 ans et plus représentent désormais 42 % du corps électoral contre seulement 27 % dans les années 1990. A eux seuls, ils pèsent désormais trois fois plus que les moins de trente ans, tout en étant moins abstentionnistes.

Quel est l'impact politique de ce basculement démographique ? « Il y a beaucoup d'idées fausses sur le vote des retraités. Notamment le fait qu'en vieillissant, on vote forcément de manière plus conservatrice. Les retraités en Allemagne constituent un groupe de population très hétérogène et il y a autant de points de vue différents au sein de ce groupe qu'entre les générations plus âgées et plus jeunes », explique Achim Goerres, professeur à l'Institut de sciences politiques de Duisburg-Essen. Lors des élections de 2021, 38 % des 70 ans et plus avaient voté pour les conservateurs (CDU/CSU) et 35 % pour les sociaux-démocrates (SPD).

En revanche, leur poids grandissant pousse clairement les dirigeants politiques et les médias à ne pas négliger les thèmes qui les intéressent : le niveau des pensions, la sécurité, la santé... « En toute sécurité, des retraites stables », proclame le parti social-démocrate sur ses

affiches. « Des retraites sûres, sans baisse », lui répondent les conservateurs sur X.

En Allemagne, le soutien aux retraités fait l'unanimité. Dans leurs programmes, les sociaux-démocrates et les Verts veulent maintenir le niveau des retraites au minimum à 48 % des revenus des assurés. Les conservateurs écartent toute idée d'une baisse des pensions mais suggèrent une « retraite active », avec exonération d'impôts pour tous ceux qui travaillent volontairement au-delà de l'âge légal de la retraite, dans la limite de 2.000 euros par mois. Les libéraux du FDP entendent eux renforcer les revenus des retraités par le biais d'un fonds en actions.

**Le choix de maintenir les pensions, sans évolution de l'âge de départ en retraite, fera passer les dépenses de retraite de 372 milliards à 802 milliards d'euros à l'horizon 2045, selon le gouvernement.**

Mieux, le parti d'extrême gauche Die Linke promet de hisser les retraites à 53 % des revenus moyens, tandis que l'extrême droite allemande annonce un objectif de 70 % du dernier revenu net sur le long terme ! « Tous les grands partis s'efforcent d'éviter de mettre à contribution les retraités et cherchent plutôt à transférer les coûts sur les cotisants actuels et futurs », résume Joachim Ragnitz, directeur adjoint de l'Institut économique Ifo, à Dresde.

Dans une Allemagne en crise, le coût d'une politique de maintien

des pensions, sans évolution de l'âge de départ en retraite, n'est cependant pas négligeable. D'après le gouvernement d'Olaf Scholz, ce choix fera passer les dépenses de retraite de 372 milliards à 802 milliards d'euros à l'horizon 2045. Le tout alors même que l'Allemagne va devoir substantiellement augmenter son budget défense.

### Sujet inflammable

« Les partis politiques perçoivent les retraités comme un groupe homogène qu'il est dangereux d'attaquer sur le plan économique. C'est une erreur d'analyse qui sous-estime la communication entre les générations au sein des familles. Les retraités sont conscients de l'impact du financement des pensions sur la vie des plus jeunes », pointe Achim Goerres.

Pour autant, les politiques allemands ne sont pas prêts à prendre ce risque. Ils préfèrent plutôt en rajouter. L'Union chrétienne-sociale, la petite sœur bavaroise de la CDU, propose ainsi d'étendre les pensions accordées aux femmes ayant eu des enfants, quitte à dépenser 4,5 milliards d'euros de plus par an, tandis que les Verts souhaitent l'instauration d'une pension de base, après 30 ans de cotisation au lieu de 33. La CDU entend combattre la discrimination dont sont victimes les personnes âgées et les sociaux-démocrates agir contre la solitude des anciens. Toute attaque sur le sujet devient vite inflammable. Mi-décembre, le chancelier Olaf Scholz avait accusé l'Union chrétienne-démocrate de vouloir baisser le niveau des pensions. « Il n'y aura pas de baisse des pensions avec nous. Celui qui dit le contraire ment », avait vertement rétorqué Friedrich Merz, le leader des conservateurs. En Allemagne, on ne badine pas sur le sujet des retraites. ■